

## **INFO EUROPE Octobre 2004**

### **Les principaux évènements intervenus depuis les élections européennes :**

- ❖ 13 juin : composition du nouveau Parlement européen
- ❖ 15 août : composition de la Commission européenne est rendue publique par son nouveau président, José Manuel Barroso
- ❖ 9 septembre : Laurent Fabius appel à voter non au référendum sur le Traité constitutionnel

### **Prochains rendez-vous d'attac sur l'Europe :**

- ❖ 26 octobre à 19h30 (date à confirmer): dans le cadre de l'université populaire d'attac Paris15, exposé/débat sur le fonctionnement actuel et à venir des institutions européennes (Foyer de Grenelle, 17 rue de l'Avre – 75015)
- ❖ 2<sup>ème</sup> quinzaine de novembre : référendum interne d'attac sur le traité constitutionnel et l'engagement d'attac dans la campagne ; les résultats seront communiqués lors de l'AG des 11 et 12 décembre.

### **Actualité du droit d'asile dans l'UE: les nouvelles frontières de l'Europe<sup>1</sup>**

Le débat sur le traité constitutionnel occulte complètement l'information sur la politique du droit d'asile, alors que les défenseurs du traité mettent en avant la Charte des droits de l'homme rappelée dans le traité. Il faut être vigilant car des négociations sont en cours avec la Serbie, l'Ukraine, la Lituanie. L'Italie négocie avec la Lybie après la levée des sanctions économiques contre ce pays (la Lybie n'est pas signataire des accords de Genève).

Un « Groupe de Haut niveau Asile et Emigration » travaille à Bruxelles ; une réunion est prévue à Florence les 17 et 18 octobre et une autre fin octobre. La France s'est prononcée contre ce type d'entente, mais est encore isolée dans la discussion. Il faut mobiliser le parlement européen.

Lors de la conférence de Tempéré, il était question pour l'Union Européenne de rapprocher le statut juridique des ressortissants d'Etats tiers de celui des ressortissants européens, mais on assiste à un retour de la répression et au contrôle de l'immigration.

L'Europe a un double discours : d'une part elle annonce qu'elle a besoin de migrants, mais elle veut les choisir ; d'autre part il faut contrôler les migrants non désirés en :

- contrôlant l'émigration non choisie, c'est à dire celle du droit d'asile et du regroupement familial ;
- en organisant l'expulsion des sans papiers : en les regroupant et par des ententes politiques avec les états d'origine des migrants pour qu'ils acceptent le retour des expulsés. Ces pays d'origine ou de transit deviennent des prestataires des pays européens.

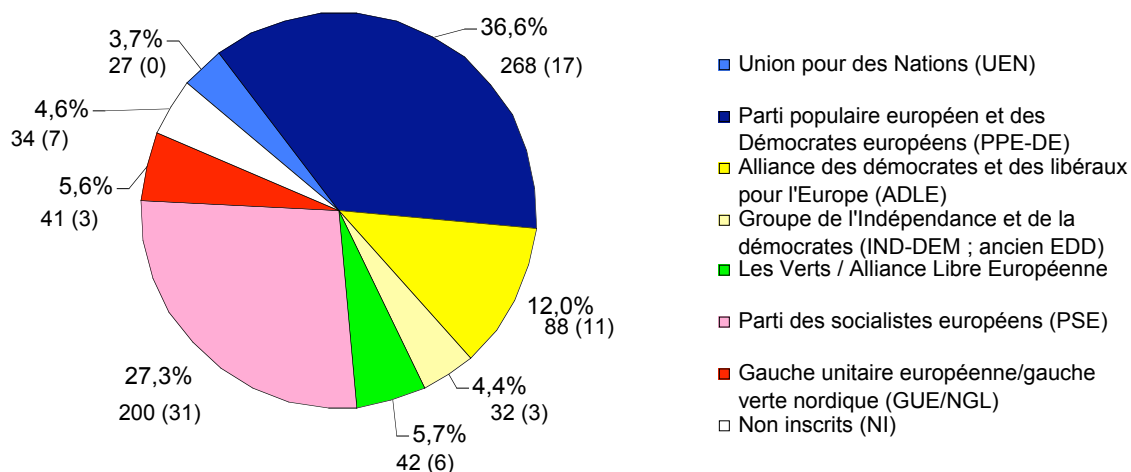
Cette politique conduit à la mise en camps des migrants ; l'aboutissement du programme européen est de retenir les personnes qui souhaitent demander le droit d'asile au-delà des frontières de l'Europe.

---

<sup>1</sup> à partir d'une réunion publique organisée notamment par la CIMADE, le réseau MIGREUROP , le GISTI le 28 septembre 2004

## Un Parlement Européen qui continue d'être dominé par le PPE et le PSE, ces deux partis ayant conclu un accord pour valider les grands textes législatifs

Les groupes politiques au Parlement européen (en %, en députés et députés français)



Sept groupes politiques sont représentés au Parlement européen. Passons en revue les cinq plus importants :

- **PPE –DE** : ce groupe réunit les Démocrates-Chrétiens, les Conservateurs et d'autres partis politiques de centre droit des 25 pays de l'UE. Son président est Hans-Gert Poettering, issu du parti CDU en Allemagne. En France, l'UMP fait partie du PPE-DE et est représentée par Françoise Grossetête, vice-présidente du PPE.
- **PSE** : ce groupe réunit les partis socialistes de 23 pays européens. Il est dirigé par Martin Schultz, issu du SPD en Allemagne. Le PS français fait partie du PSE et Harlem Désir est vice-président en charge des questions économiques et sociales.
- **ADLE** : ce groupe comprend des partis de 19 pays de l'UE, pour l'essentiel libéraux, mais aussi 2 partis de centre gauche (Radicaux Italiens, Parti des Travailleurs de Lituanie). Il est présidé par Graham Watson, membre du parti LibDem. L'UDF est membre fondateur de l'ADLE et Marielle de Sarnez est la 3<sup>ème</sup> vice-présidente.
- **Les Verts/ ALE** : ce groupe politique rassemble les députés des partis verts (32 élus) et des partis régionalistes (10 élus) de 13 pays européens. Il est coprésidé par Monica Frassoni (Verts italiens) et Dany Cohn-Bendit (Verts allemands).
- **GUE/NLG** : ce groupe comprend les partis communistes et les partis de la « gauche verte nordique » et provient de 14 pays de l'UE. Francis Wurtz, membre du PCF, est le président de ce groupe.

A la fin juin 2004, le PSE, sous l'impulsion du PS, a refusé l'alliance avec les Verts et l'ADLE, le nouveau parti des libéraux européens. Finalement, **les conservateurs du PPE-DE et le PSE ont conclu un «accord technique» grâce auquel ils se répartissent la présidence du Parlement.** Durant deux ans et demi, l'hémicycle sera présidé par le travailliste britannique Terry Wynn, puis durant deux ans et demi par l'actuel président du groupe PPE-DE, l'Allemand Hans-Gert Pöttering.

## **La nouvelle Commission européenne marquée par l'hégémonie des libéraux**

Le 1<sup>er</sup> octobre 2004, les 25 nouveaux commissaires européens entreront en fonction, un par pays, les cinq grands pays ayant perdu leur deuxième commissaire. Par rapport à l'ancienne Commission, 5 nouveaux portefeuilles ont été ajoutés (surlignés en gris), soit qu'ils soient complètement nouveaux (Relations institutionnelles), soit qu'ils aient été détaché d'un portefeuille plus important (Energie précédemment rattaché aux Transports).

La nouvelle Commission européenne est d'orientation franchement libérale. **Le processus de Lisbonne amorcé en 2000, qui vise à faire de l'Europe la zone du monde la plus compétitive, est la priorité de M. Barroso.** Membre du Parti-Social Démocrate, situé au centre-droit sur la scène politique portugaise, c'est un libéral et un atlantiste convaincu (organisateur du sommet des Açores en 2003 qui a réuni Aznar, Bush et Blair à la veille de la guerre en Irak). Il a notamment déclaré à propos des commissaires qu'il a nommés : « Nous avons besoin, d'un esprit réformateur pour que l'économie européenne devienne réellement compétitive ».

Quelque soient leurs origines politiques, les nouveaux commissaires à la concurrence, au marché intérieur, au commerce et aux entreprises partagent les convictions libérales du Président Barroso. Ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Schröder de 1998 à 1999 et ancien Commissaire à l'élargissement de 1999 à 2004, Günter Verheugen a reçu la mission de relancer le processus de Lisbonne. Il a déclaré que la Commission « *utilisera tous les instruments à sa disposition pour créer un environnement favorable qui permettent aux entreprises européennes de se développer et d'accéder à une dimension mondiale* ».

En charge de la concurrence, Neelie Kroes-Smit a notamment privatisé la Poste néerlandaise pendant son mandat de ministre des Transports et Télécommunication de 1982 à 1989. Elle a déclaré au sujet de la politique européenne de la concurrence : « *Se contenter des aides pour retarder des changements structurels nécessaires, ou pour soutenir des sociétés chroniquement déficitaires, ne contribue en rien à stimuler l'emploi et la croissance à long terme* ».

Proche de Tony Blair, Peter Mandelson succède à Pascal Lamy au Commerce. Au vu de la citation qui suit, il n'a rien à lui envier : « la globalisation punit sévèrement les pays qui essaient de gérer leurs économies en ignorant les réalités du marché ou d'une gestion prudente des finances publiques. Dans ce sens, et dans le besoin urgent de lever les rigidités et d'incorporer de la flexibilité dans les marchés des capitaux, du travail et des marchandises : nous sommes désormais tous thatchériens ». (The Times, 10 Juin 2002 - The Observer, 16 Juin 2002).

Enfin, le nouveau commissaire au Marché intérieur et aux services, Charlie Mc Creevy est depuis 7 ans le ministre des finances du gouvernement irlandais : il a relancé l'économie de son pays par le biais des baisses d'impôts et des réformes du marché du travail.